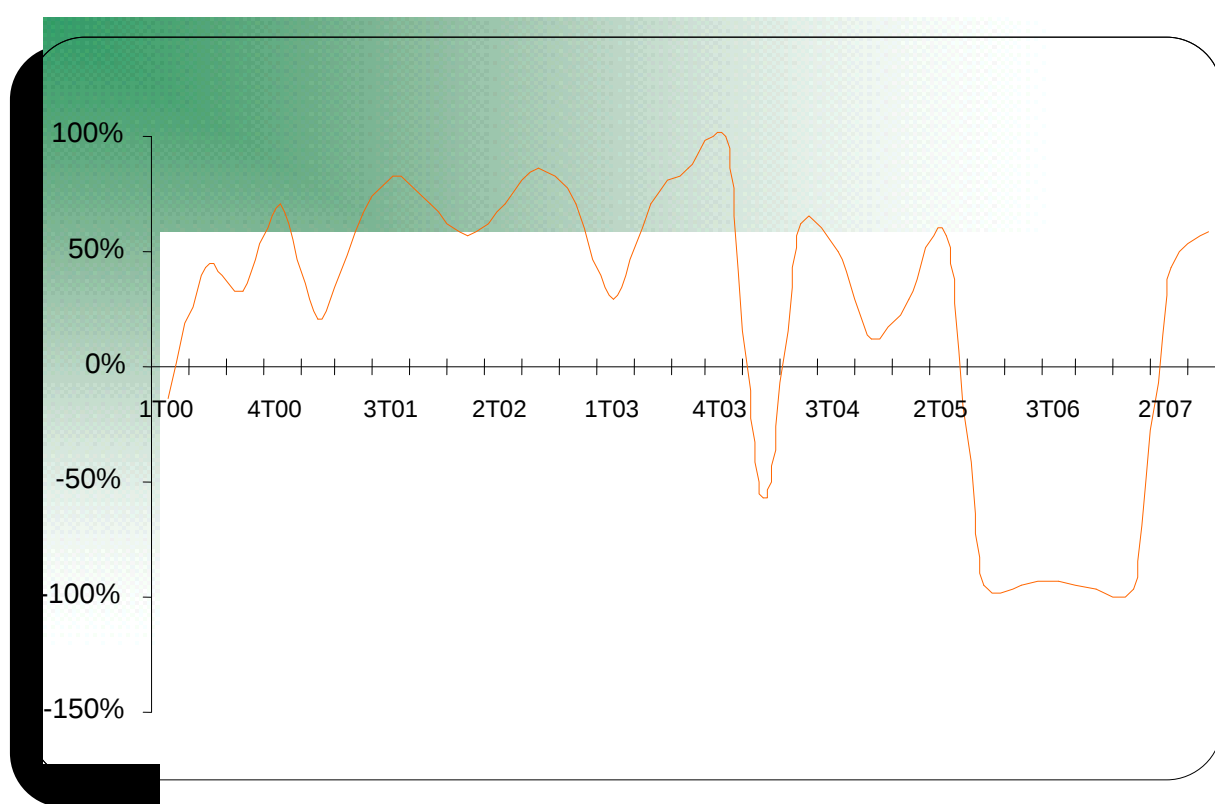


BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE



NOTE DE CONJONCTURE



Numéro 66

Quatrième Trimestre 2015

www.bcr-guinee.org

Sommaire

Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires	3
I-1 Environnement international	3
I-2 Environnement national.....	6
I-2-1 Secteur réel	6
I-2-2 Finances publiques	9
I-2-3. Secteur extérieur.....	11
I-2-4 Secteur Monétaire	12
I-2-5 Marché des Changes.....	14
I-2-6 Budget en devises	15
Partie II : Résultats de l'enquête d'opinions	17
II-1 Production	17
II-2 Evolution du Chiffre d'Affaires	17
II-3 Produit net bancaire et produit d'exploitation.....	17
II-4 Prix et emplois.....	17
II-5 Importations	18
II-6 Rapatriements des recettes d'exportations et transferts de fonds.....	18
II-7 Financement des activités.....	18
II-9 Stocks	19
Partie III : Chronologie	20
ANNEXES	21

Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires

I-1 Environnement international

Au quatrième trimestre 2015, la croissance de l'économie mondiale est restée confortée, malgré la forte chute du prix de pétrole, par les perspectives de consolidation de l'économie américaine et la reprise de l'économie européenne. Elle est restée, cependant, sous la menace des turbulences liées au ralentissement de l'économie chinoise et au relèvement des taux de la Fed.

Dans la **zone euro**, la croissance s'est légèrement accélérée en montrant des signes de renforcement, après un ralentissement au troisième trimestre. La reprise de la demande interne est soutenue par la baisse du taux de chômage qui a atteint son plus bas niveau depuis quatre ans, le repli des cours du pétrole et le maintien d'une politique monétaire très accommodante. La croissance de l'activité du secteur privé se poursuit à un rythme soutenu, comme le montre l'indice PMI¹ composite. Ce dernier a atteint 54,1 au quatrième trimestre contre 53,9 au trimestre précédent. Ce qui dénote la reprise de l'activité globale qui se consolide en Allemagne et en Italie, se stabilise en France et ralentit en Espagne.

Malgré la politique expansionniste, l'inflation reste encore plus faible. En décembre 2015, l'inflation en zone euro s'est établie à 0,2% seulement, comme en novembre, loin de l'objectif de 2 % en rythme annuel que s'est fixé BCE. La baisse de l'euro continue de soutenir la compétitivité-prix des exportations européennes. L'euro s'est déprécié de 12% sur

un an pour s'établir à 1,09 dollar en décembre 2015.

Aux **Etats-Unis**, la croissance s'est poursuivie à un rythme modéré au quatrième trimestre, après un ralentissement au troisième trimestre. La consommation des ménages est restée très forte en lien avec l'amélioration du marché de l'emploi. En revanche, la production industrielle et les exportations sont affectées par la faiblesse de la demande des pays émergents et la hausse du dollar. Les indicateurs conjoncturels montrent un ralentissement de l'activité fin 2015. La production industrielle a confirmé sa baisse en décembre en se situant à 0,4%. L'activité manufacturière poursuit sa contraction comme le signale l'indice PMI qui a atteint 48,2 contre 48,6 au trimestre précédent. Quant aux ventes de détail, elles ont marqué une légère baisse en se situant à 0,1%. Toutefois, le marché de l'emploi continue de se redresser. L'économie américaine a créé 292.000 emplois nets en décembre, portant le nombre des créations à 2,65 millions en 2015. Le taux de chômage reste situé à son plus bas niveau depuis plus de sept ans, soit 5% en décembre contre 5,6% il y a un an.

Les perspectives de croissance restent globalement solides, soutenues par une demande interne dynamique. Selon la Banque mondiale, la croissance du PIB américain devrait enregistrer 2,7% en 2016 contre 2,5% et 2,4% respectivement en 2015 et 2014. La Fed devrait poursuivre la normalisation de sa politique monétaire, après avoir entamé la hausse de ses taux en décembre 2015.

Au **Japon**, la reprise économique semble se confirmer au quatrième trimestre 2015. Cette reprise reste soutenue par le maintien d'une politique monétaire « ultra-accommodante », la baisse des prix du pétrole et la dépréciation du

¹ Purchasing Managing Index (PMI) : indicateur d'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis.

yen. Toutefois, les perspectives de croissance du Japon sont menacées par le ralentissement des économies émergentes

Le taux d'inflation est resté stable en novembre (à 0,3%), soit largement en dessous de l'objectif de 2% de la Banque du Japon (BoJ). Dans ce sillage, la BoJ poursuit son programme d'assouplissement quantitatif.

L'activité économique des pays émergents a confirmé son ralentissement en 2015, pour la cinquième année consécutive, en lien avec le durcissement des conditions financières, la montée des tensions sur les marchés de change et la baisse des prix des matières premières, conjugués aux incertitudes géopolitiques. Selon le FMI, la croissance des pays émergents devait se limiter à 4,0% en 2015 après 4,6% en 2014, avant de repasser à 4,5% en 2016.

En Chine, la croissance du PIB a été de 6,8% au quatrième trimestre 2015 contre 6,9% au troisième trimestre, son plus faible rythme depuis 2009, confirmant ainsi le scénario de ralentissement. Les autorités chinoises continuent de rééquilibrer l'économie au profit de la demande intérieure, tout en réduisant les excès du système financier, pour revenir à une trajectoire de croissance plus soutenable.

Le taux d'inflation a remonté à 1,6% en décembre après 1,5% en novembre, mais reste en dessous de l'objectif de 3%. Les mesures d'assouplissement monétaire devraient contribuer à stabiliser le niveau général des prix et soutenir la croissance économique.

En Inde, l'activité économique poursuit son expansion au quatrième trimestre, avec une progression du PIB de 7,4%. Les perspectives de l'économie indienne restent favorables, soutenues par l'amélioration des termes de l'échange, suite à la baisse des prix du pétrole et, par une relance de l'activité industrielle et

d'investissement. La reprise bénéficie aussi des réformes visant l'amélioration du climat des affaires. La banque mondiale prévoit une croissance du PIB indien de l'ordre de 7,8% en 2016 contre 7,3% en 2015. Le taux d'inflation indienne reste globalement contenu, malgré sa remontée récente (5,6% en décembre après 5,4% en novembre). La banque centrale indienne (RBI) maintient sa politique monétaire accommodante, après avoir réduit ses taux à quatre reprises en 2015, d'un total de 125 points de base.

Cours des matières premières

Les cours des produits énergétiques ont enregistré, en décembre 2015, une baisse de 39% sur un an, selon l'indice calculé par la Banque mondiale. De même, l'indice des prix des produits non énergétiques a reculé de 16% en glissement annuel. La baisse des prix est généralisée aux produits alimentaires (-0,7% en glissement mensuel), métaux de base (-1,3%), métaux précieux (-1,8%) et fertilisants (-2,8%).

Les cours du pétrole (Brent) se sont établis à près de 38 dollars en moyenne en décembre 2015, en baisse de 15% sur un mois et de 40% sur un an. Ils ont chuté à moins de 30 dollars début 2016, leur plus bas niveau en 12 ans. Les prix du pétrole sont affectés par la persistance de l'offre abondante, la faiblesse de la demande et l'appréciation du dollar.

Les prix des céréales ont enregistré un repli en décembre, dans un contexte mondial marqué par l'abondance de l'offre et le ralentissement des échanges commerciaux. Les cours du blé tendre se sont établis à 192 dollars la tonne en décembre, en baisse de 6% sur un mois, et 27% sur l'année. Pour les cours du maïs, ils se sont établis à 164 dollars la tonne en décembre, en

baisse de 1% depuis un mois et de 8% depuis un an.

Les prix mondiaux du sucre brut se sont établis à 323 dollars la tonne en décembre, marquant une hausse de 0,6% sur un mois et de 27% au troisième trimestre. Toutefois, les cours du sucre restent en baisse de 5% en glissement annuel. La remontée des cours du sucre est liée à des craintes sur les récoltes dans certains pays producteurs, en particulier le Brésil (retards pluviométriques) et l'Inde (sécheresse).

I-2 Environnement national

I-2-1 Secteur réel

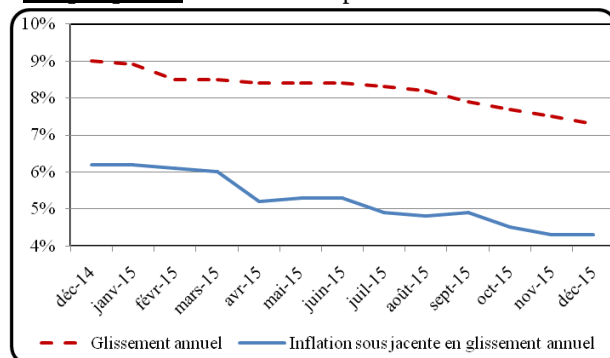
a- Inflation

Le quatrième trimestre 2015 s'est caractérisé par une légère baisse du taux d'inflation, en glissement annuel, par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 7,3% à fin décembre 2015 contre 7,9% à fin septembre 2015.

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation est passé de 8,6% à fin septembre 2015 à 8,2% à fin décembre 2015, soit une diminution de 0,4 point de pourcentage.

L'inflation sous-jacente, mesurée par l'indice des prix hors énergie et produits frais, est en recul de 0,6% par rapport à la fin du troisième trimestre 2015 en s'établissant à 4,3% contre 4,9% à fin septembre 2015.

Graphique 1 : Evolution des prix



Source : INS- Ministère du Plan

b- Production minière

Au cours des deux premiers mois du dernier trimestre 2015, la production de bauxite a été en recul de 9,5% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour se situer à 3,3 millions de tonnes contre 3,69 tonnes pour les deux premiers mois du troisième trimestre 2015. Par contre, en glissement annuel, elle a légèrement augmenté (1%).

Tableau 1 : Evolution de la production de bauxite en milliers de tonnes

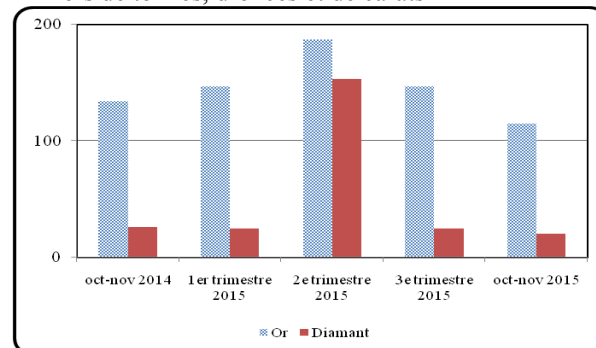
Période	Production de bauxite
2 ^e trimestre 2014	4 671
1 ^{er} trimestre 2015	4 801
2 ^e trimestre 2015	4 792
3 ^e trimestre 2015	5 286
Oct.- nov. 2015	3 346

Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, novembre 2015, MEF

La production de l'or s'est améliorée au cours des deux premiers mois du quatrième trimestre 2015 pour se situer à 115 000 onces, soit un accroissement de 26,4% par rapport à la même période du troisième trimestre 2015. Cependant, en glissement annuel, cette production a diminué de 14,2%. Cette diminution pourrait s'expliquer par l'interdiction des activités dans certaines zones à Siguiri, jugées appartenir à la SAG et la baisse du cours de l'or qui a découragé l'exploitation artisanale de l'or.

La production industrielle de diamant s'est chiffrée à 20 000 carats au cours des deux premiers mois du dernier trimestre 2015 contre 19 000 carats pour la même période du trimestre précédent, soit une hausse de 6,4%. Cependant, en glissement annuel, elle s'est contractée de 23,6%.

Graphique 2 : Evolution de la production minière en milliers de tonnes, d'onces et de carats



Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

c - Production agricole d'exportation

Les deux premiers mois du dernier trimestre 2015 sont caractérisés par une bonne reprise de la croissance de la production des produits agricoles d'exportation, par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015, à l'exception de celle du cacao.

La production du café s'est établie à 1780 tonnes contre 939 tonnes pour les deux premiers mois de troisième trimestre, soit une augmentation de 89,6%. Cette production du café dépasse de 24 fois celle enregistrée au cours des deux premiers mois du troisième trimestre de l'année précédente.

La production de l'huile de palme s'est également accrue durant la période sous-revue, en se situant à 48,2% par rapport aux deux premiers mois du trimestre précédent. En effet, cette production s'est élevée à 1440 tonnes, représentant quatre fois, celle réalisée durant la même période du quatrième trimestre de l'année précédente.

En revanche, la production du cacao a diminué de 22,4% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour se chiffrer à 1754 tonnes contre 2259 tonnes pour les deux premiers mois du troisième trimestre 2015. En glissement annuel, cette diminution a été moins importante, soit 1,0%.

d-Pêche

Les exportations des poissons au cours des deux premiers mois du quatrième trimestre 2015 sont ressorties en légère hausse (2,4%) pour se situer à 1953 tonnes contre 1908 tonnes pour les deux premiers mois du troisième trimestre 2015. Toutefois, en glissement annuel, ces exportations ont diminué de 14,7%.

e - Matériaux de construction

La production de peinture a rebondi à la hausse avec un accroissement de 14,1% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour s'élever à 1454 tonnes. En glissement annuel, elle s'est accrue de 5,7%.

Tableau 2: Evolution de la production de peinture en tonnes

Période	Production de Peinture
3e trimestre 2014	2194
4e trimestre 2014	2028
1 ^{er} trimestre 2015	2780
2 ^e trimestre 2015	2641
3e trimestre 2015	2048
Oct - nov 2015	1454

Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

Après une légère baisse au cours des deux précédents trimestres, la production du ciment a enregistré une hausse de 26,4% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015. Cette production s'est établie à 164 000 tonnes contre 130 000 tonnes pour les deux premiers mois du quatrième trimestre 2015. La production du ciment a également augmenté de 17,7% en glissement annuel. Ce qui pourrait s'expliquer entre autres par les multiples chantiers de construction.

Tableau 3: Evolution de la production de ciment en milliers de tonnes

Période	Production de ciment
3e trimestre 2014	191
4e trimestre 2014	193
1 ^{er} trimestre 2015	173
2 ^e trimestre 2015	211
3e trimestre 2015	205
Oct- nov 2015	164

Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

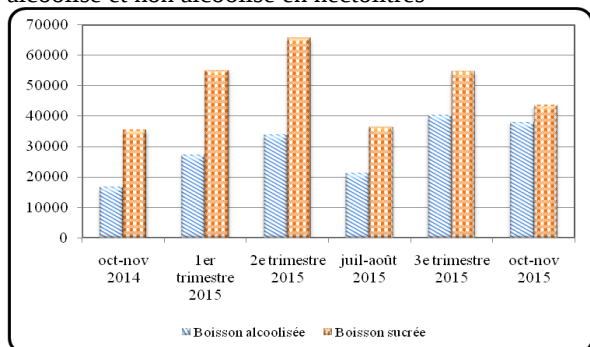
f- Produits alimentaires

La production des boissons alcoolisées a maintenu sa tendance à la hausse, en atteignant 37 980 hectolitres pour les deux premiers mois du quatrième trimestre 2015, soit un

accroissement de 79,8% par rapport aux deux premiers mois du trimestre précédent. Egalement, en glissement annuel, elle a progressé de 128,1%.

De même, la production des boissons non alcoolisées s'est bien tenue. Elle s'est accrue de 19,4% par rapport aux deux premiers mois du second trimestre 2015 pour se situer à 43 590 hectolitres contre 36 520 hectolitres. En glissement annuel, elle a progressé de 23%.

Graphique 3: Evolution de la production de boissons alcoolisé et non alcoolisé en hectolitres

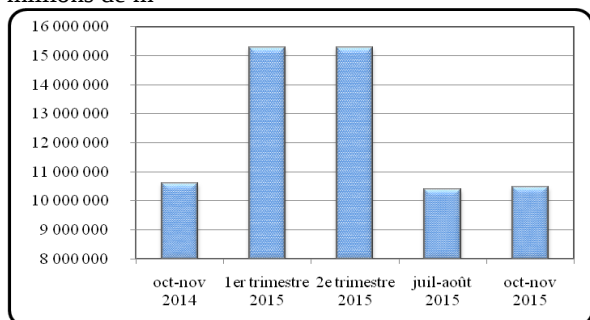


Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

g- Production d'eau et d'électricité

La production d'eau n'a pratiquement pas évolué par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015. Cette production s'est établie à 10,46 millions de m³ contre 10,39 millions de m³ au cours des deux premiers mois du troisième trimestre 2015. Toutefois, en glissement annuel, elle connaît un léger repli de 1,2%.

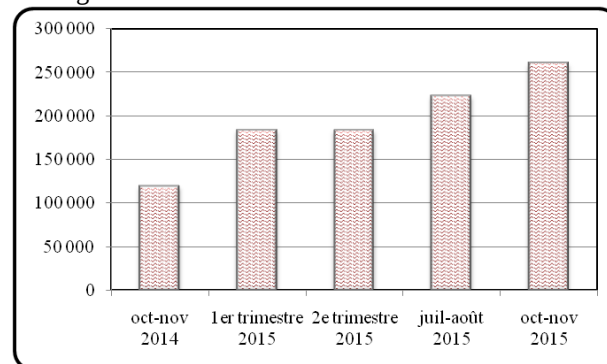
Graphique 4: Evolution de la production d'eau en millions de m³



Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

Le secteur de l'énergie a enregistré une progression significative de sa production qui a augmenté de 16,8% pour s'établir à 260 180 MWH contre 222 780 MWH pour les deux premiers mois du trimestre précédent. Cette progression s'expliquerait, entre autres, par le démarrage effectif de la production du barrage de Kaléta et les différentes réformes entamées dans le secteur.

Graphique 5: Evolution de la production d'électricité en mégas watts heures



Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

h-Transport

• Transport aérien

Les mouvements d'aéronefs se sont repliés de 15,9% par rapport aux deux premiers mois du trimestre précédent. Cependant, ils sont en augmentation de 11,2% en glissement annuel. Cette augmentation serait due en partie à la reprise des vols de certaines compagnies aériennes, suite au résultat obtenu dans l'éradication de l'épidémie de la maladie à Virus Ebola dans le pays.

Tableau 4: Evolution des mouvements des aéronefs à l'aéroport de Conakry

Période	Mouvements aéronefs
4e trimestre 2014	1 536
1 ^{er} trimestre 2015	1 648
2 ^e trimestre 2015	2178
3e trimestre 2015	2 031
Oct- nov 2015	1 128

Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

En ce qui concerne les mouvements de passagers à l'aéroport de Conakry Gbessia, ils se sont contractés de 10,3% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour s'établir à 51245 contre 57 131. Par contre, en glissement annuel, ils sont en nette hausse de 73,2%.

Tableau 5: Evolution des mouvements de passagers à l'aéroport de Conakry

Période	Mouvement de passagers
4e trimestre 2014	48 415
1 ^{er} trimestre 2015	57 124
2 ^e trimestre 2015	74 561
3e trimestre 2015	87 837
Oct- nov 2015	51 245

Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

Les immatriculations des véhicules ont reculé de 0,2% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour se chiffrer à 3180 immatriculations pour les deux premiers mois du quatrième trimestre 2015.

Tableau 6: Evolution des immatriculations de véhicules

Période	Immatriculations de véhicules
4e trimestre 2014	4 745
1 ^{er} trimestre 2015	5 013
2 ^e trimestre 2015	4 765
3e trimestre 2015	4 772
Oct- nov 2015	3 180

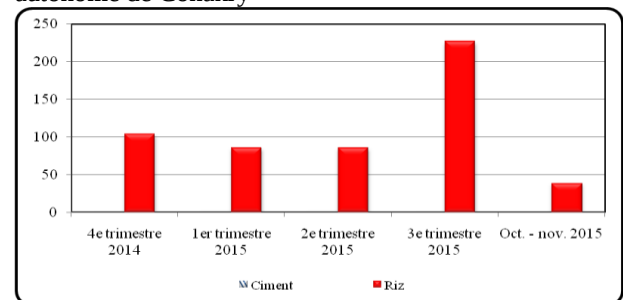
Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

• Déchargement au port autonome de Conakry

Les déchargements de ciment au port autonome de Conakry ont baissé de 20,0% au cours des deux premiers mois du dernier trimestre 2015 pour se situer à 160 tonnes. Cette baisse est également constatée en glissement annuel avec un repli de 36,0%. Le démarrage des activités des nouvelles unités de production de ciments auraient certainement contribué à réduire le volume des importations de ciments sur la période.

En ce qui concerne les déchargements du riz, ils ont diminué de 66,6% par rapport aux deux premiers mois du troisième trimestre 2015 pour se chiffrer à 39 000 tonnes contre 117 000 tonnes durant les deux premiers mois du trimestre précédent. En glissement annuel, ces déchargements de riz sont également en hausse de 11%.

Graphique 6: Evolution des déchargements au port autonome de Conakry

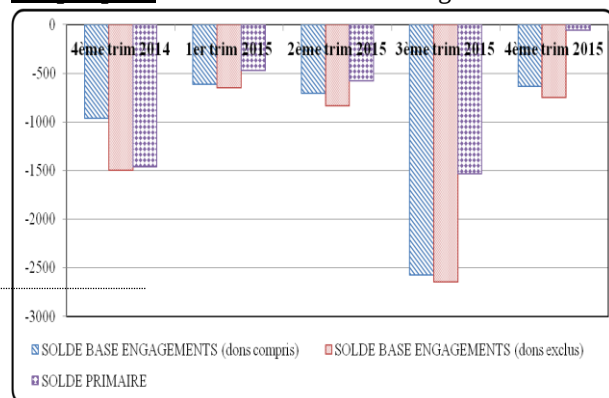


Source : Tableau de bord de l'économie guinéenne, juin 2015, MEF

I-2-2 Finances publiques

La situation des finances des finances publiques s'est améliorée au cours du quatrième trimestre 2015. Les soldes budgétaires se sont significativement améliorés. Ainsi, le solde budgétaire base engagement (dons compris) s'est réduit d'un déficit de GNF 2 575,4 milliards au troisième trimestre 2015 à un déficit de GNF 637 milliards au quatrième trimestre 2015, soit une amélioration de 33,6 %. Le solde budgétaire base engagement (dons exclus), en se situant à un déficit de GNF 749,1 milliards, a baissé de 49,9 % par rapport au troisième trimestre 2015. Egalement, le solde primaire s'est considérablement amélioré de 95,9 % par rapport au trimestre précédent et de 87,3 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 59,7 milliards.

Graphique 7: Evolution des soldes budgétaires



Source : Direction Nationale du Budget/ Ministère délégué au Budget

Cette amélioration des finances publiques résulte, en partie, de la restriction budgétaire qui a été adoptée au cours du trimestre en revue, dans un contexte de baisse des recettes budgétaires.

Recette et Dons

La morosité des activités économiques, liée à l'attentisme observé au quatrième trimestre 2015 dans le contexte de l'élection présidentielle d'octobre 2015, a affecté les efforts de mobilisation des recettes publiques, qui se sont établies à GNF 2168,9 milliards, soit un repli de 15,1 %. En glissement annuel, elles reculent de 15,6 %. Ce recul des recettes budgétaires est principalement imputable aux recettes courantes, notamment fiscales et non fiscales.

Les recettes courantes ont enregistré une baisse de 23,2 % par rapport au troisième trimestre 2015 et de 6,6 % en glissement annuel, pour s'établir ainsi à GNF 1901,5 milliards. Cette baisse résulte principalement des recettes minières, qui se sont contractées de 23,4 % pour s'établir à GNF 324,6 milliards pour une prévision de GNF 517,8 milliards, soit une moins- value à gagner de GNF 193,2 milliards.

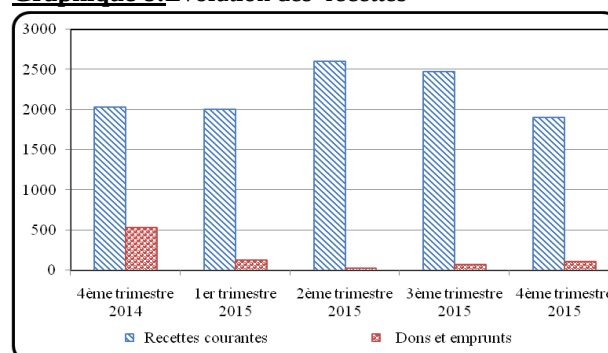
Les recettes non minières, qui se sont situées à GNF 1 577 milliards, enregistrent un repli de 23,1 % par rapport au trimestre précédent et de

7,9 % en glissement annuel. Ces recettes ont été tirées à la baisse par les recettes issues des contributions directes qui ont chuté de 25,2% pour se situer à GNF 242,7 milliards. Toutefois, la baisse a été atténuée par un accroissement des recettes provenant des biens et services qui se sont élevées à GNF 1 035,3 milliards, soit une hausse de 12,7% par rapport au troisième trimestre 2015 et de 19,2% en glissement annuel. La taxe spéciale sur les produits pétroliers (TSPP) a largement contribué à cette augmentation en s'accroissant de GNF 60,3 milliards au troisième trimestre 2015 à GNF 203,1 milliards au quatrième trimestre 2015.

Les recettes issues du commerce international ont également contribué à la contraction des recettes budgétaires en se situant à GNF 427,9 milliards contre GNF 496,2 milliards au trimestre précédent.

En ce qui concerne les dons, ils ont connu une hausse importante, passant de GNF 70,7 milliards au troisième trimestre 2015 à GNF 112 milliards au quatrième trimestre 2015, soit une augmentation de 58,7 %.

Graphique 8: Evolution des recettes



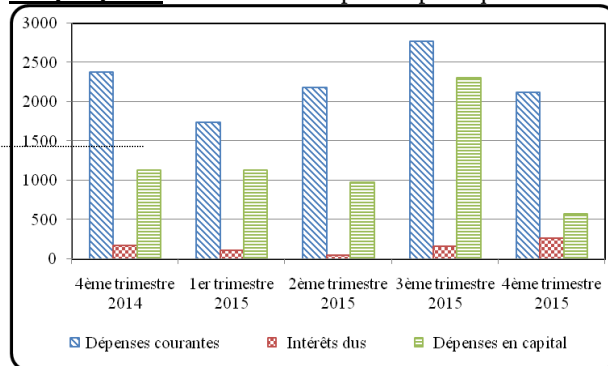
Source : Direction Nationale du Budget/ Ministère délégué au Budget.

Dépenses

La restriction budgétaire, qui a marqué le quatrième trimestre 2015, a permis de contracter, de 45,3 %, les dépenses publiques qui sont évaluées à GNF 2 806 milliards. Les

dépenses courantes et celles en capital ont particulièrement contribué à cette contraction des dépenses publiques.

Graphique 9: Evolution des dépenses publiques



Source : Direction Nationale du Budget/ Ministère délégué au Budget.

Les dépenses courantes se sont chiffrées à GNF 2120,4 milliards, en contraction de 23,1 % par rapport au troisième trimestre 2015 et de 11 % par rapport au quatrième trimestre 2014. Cette baisse est principalement due à la réduction des dépenses « autres biens et services » qui ont chuté de 59,2 % par rapport au trimestre précédent et de 54,3 % en glissement annuel, pour s'établir à GNF 402,5 milliards. Les dépenses de fonctionnement ont principalement contribué à la baisse des dépenses courantes. Elles se sont contractées de 79,6 % par rapport au troisième trimestre 2015, pour s'établir à GNF 1079,1 milliards au quatrième trimestre 2015.

Les dépenses en capital ont également connu une baisse considérable au cours du trimestre en revue, en se situant à GNF 572,7 milliards contre GNF 2305,3 milliards au troisième trimestre 2015, soit une baisse de 75,2 %. En glissement annuel, elles se sont repliées de 49,6 %. Le financement interne des dépenses en capital a principalement contribué à la contraction des dépenses en capital. En effet, ils ont enregistré une baisse considérable pour se situer à GNF 168,4 milliards contre GNF 1339,1 milliards au troisième trimestre 2015, soit un recul de 87,4 %. Le financement

externe des dépenses en capital ont aussi connu une baisse au cours du trimestre sous revue, en se fixant à GNF 391,9 milliards contre GNF 950 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 58,7 %.

I-2-3. Secteur extérieur

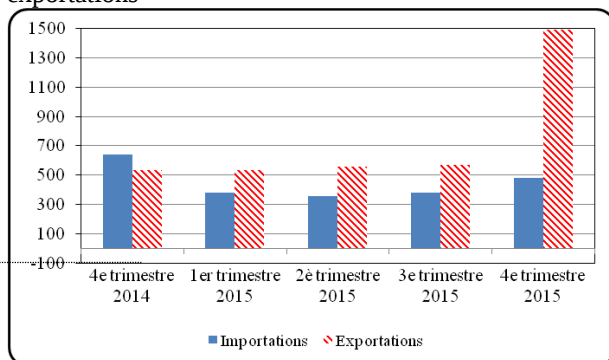
Au quatrième trimestre 2015, les opérations de la balance des paiements se sont soldées par un déficit global de USD 133 millions (7,05% du PIB) contre un déficit de USD 36 millions (1,95% du PIB) au trimestre précédent, soit une aggravation de plus de 5,1% du PIB. Cette aggravation est essentiellement imputable à la détérioration du compte financier.

Balance des transactions courantes

Durant la période sous revue, la balance des transactions courantes a enregistré un excédent de USD 988,1 millions (52% du PIB) contre un déficit de USD 337,39 millions (17,87% du PIB) au troisième trimestre 2015. Cet excédent résulte essentiellement de l'amélioration du solde de la balance commerciale atténué par une baisse de la balance des services et celle des revenus primaires.

Les opérations de la balance commerciale se sont soldées par un excédent de USD 1011,81 millions (54% du PIB) au quatrième trimestre 2015 contre un déficit d'USD 203,44 millions (10,78% du PIB) au troisième trimestre. Cet excédent est dû à l'augmentation des exportations dont la valeur a atteint USD 1491,49 millions contre USD 368,36 millions au troisième trimestre.

Graphique 10: Evolution des importations et des exportations



Source : DSBP- Banque Centrale

S'agissant de la balance des services, elle a enregistré une amélioration du solde déficitaire, passant de USD 107,66 millions au troisième trimestre 2015 à USD 75,58 millions au quatrième trimestre 2015. Par contre, la balance des revenus a enregistré un excédent d'USD 51,87 millions au quatrième trimestre contre un déficit d'USD 26,28 millions au troisième trimestre 2015.

Balance des capitaux

Contrairement à la balance des transactions courantes, la balance des capitaux a enregistré un déficit de USD 1121,23 millions au quatrième trimestre 2015 contre un excédent de USD 298,29 millions au trimestre précédent. Cette détérioration est imputable à l'aggravation du compte financier.

Le solde des opérations en capital s'est chiffré à USD 62,11 millions au cours de la période sous revue contre USD 68,62 millions au trimestre précédent, soit une baisse de 9,48%. Cette baisse résulte principalement de la diminution des transferts en capital.

Compte financier

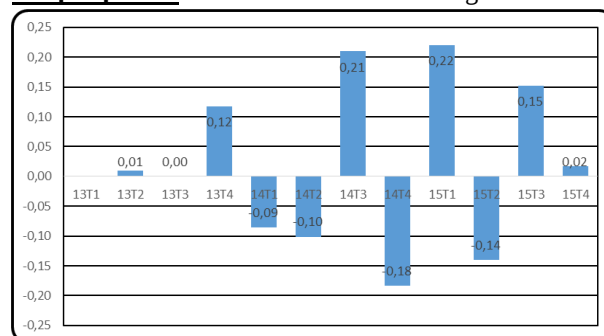
Quant au solde des opérations financières, Il a été excédentaire au troisième trimestre pour se situer à USD 229,67 millions contre un déficit de USD 1183,34 millions, au dernier trimestre

2015. Cette évolution est essentiellement imputable au poste « autres investissements » dont le déficit s'est situé à USD 1174,61 millions contre un excédent de USD 222,47 millions au trimestre précédent.

I-2-3.1 Evolution du Taux de Change Effectif Réel (TCER)

Au quatrième trimestre 2015, le taux de change effectif réel de la Guinée a enregistré une légère hausse de 2% par rapport au trimestre précédent, traduisant ainsi une baisse continue de la compétitivité de l'économie guinéenne par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. Toutefois, il est à noter que cette baisse de compétitivité est moins prononcée qu'au trimestre précédent.

Graphique 11: Evolution du taux de change effectif réel



Source : BCRG

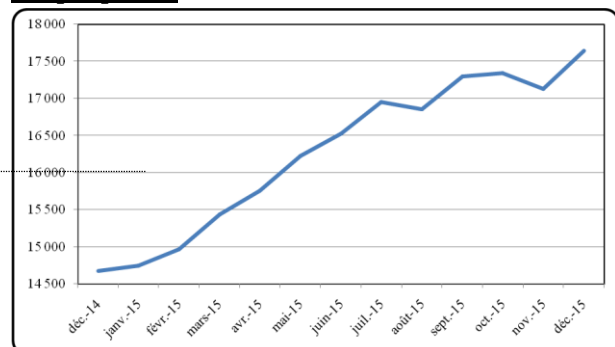
I-2-4 Secteur Monétaire

A fin décembre 2015, la masse monétaire s'est établie à GNF 17 644,3 milliards. Elle progresse ainsi de 2% contre 4,5% à fin septembre 2015, soit une décélération de son rythme de progression de 2,5 point de pourcentage. Cette évolution s'explique par la baisse des avoirs extérieurs nets qui ont indiqué une tendance baissière durant toute l'année 2015.

Quant à la base monétaire, elle a été évaluée à GNF 8 738,9 milliards à fin décembre 2015 contre GNF 8 856,7 milliards à fin septembre 2015, soit une baisse de 1,3%. Toutefois en

glissement annuel, elle enregistre une hausse de 2,7%.

Graphique 12: Evolution de la masse monétaire



Source : DSBP- BCRG

Contrepartie de la masse monétaire

Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 6,3% au cours du dernier trimestre de 2015, pour s'établir à GNF 1792,6 milliards à fin décembre 2015. La baisse est plus marquée en glissement annuel, avec un recul de 47,8%. Cette baisse des avoirs extérieurs nets est imputable, principalement, à la contraction des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, atténuée par la hausse des avoirs extérieurs nets des banques privées.

En effet, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale sont ressortis à GNF 1 290,3 milliards à fin décembre 2015, contre GNF 1 419,4 milliards à fin septembre 2015, soit une baisse de 9,1%. La faiblesse des avoirs en devise, évalués à GNF 1 321,9 milliards à fin décembre 2015, au quatrième trimestre 2015, est la source principale de la baisse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale.

Par contre, les avoirs extérieurs des banques privées ont enregistré une hausse de 1,7%, par rapport à fin septembre 2015, en s'établissant à GNF 502,3 milliards à fin décembre 2015.

Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets ont poursuivi leur progression, au cours du quatrième trimestre 2015, pour se situer à GNF 15 851,7 milliards

à fin décembre 2015. Ils sont principalement tirés par les crédits intérieurs nets.

Les crédits intérieurs nets, en croissant de 3,7%, se sont établis à GNF 17 435,5 milliards à fin septembre 2015. En glissement annuel, l'accroissement a été de 31%. Cette évolution est due à l'augmentation de 5,4% et 2,4% des créances sur les secteurs privés et publics, respectivement.

Les créances sur le secteur privé ont été évalués à GNF 7 583,37 milliards à fin décembre 2015 dont GNF 375,5 milliards de créances compromises et GNF 7 207,9 milliards de créance saines.

Concernant les créances sur l'Etat, elles sont ressorties à GNF 9 852,1 milliards à fin décembre 2015, soit une hausse de 2,9% par rapport à fin septembre 2015 et, de 34,8% par rapport à fin décembre 2014. Ces créances proviennent principalement de la Banque Centrale à hauteur de GNF 7 353,3 milliards, et aussi des banques primaires pour GNF 2 457,4 milliards.

Composantes de la masse monétaire

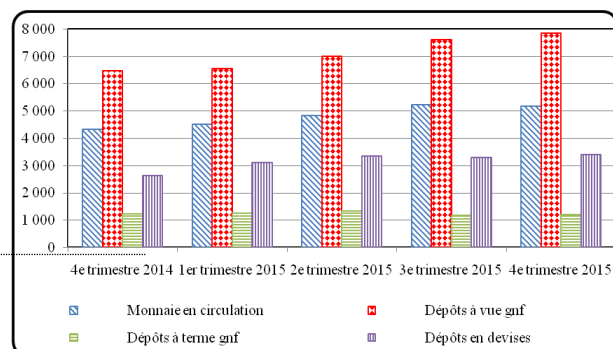
Au cours du quatrième trimestre 2015, la circulation fiduciaire s'est légèrement contractée pour se situer à GNF 5 178 milliards à fin décembre 2015 contre GNF 5 224,1 milliards, en glissement annuel, elle a enregistré une hausse de 2,7%.

Concernant les dépôts à vue, en progression de 3%, ils se sont établis à GNF 7 854,4 milliards à fin décembre 2015. En glissement annuel, ils ont crû de 21,2%.

Pour les dépôts à terme, l'accroissement a été de 3,4% et ils sont ressortis à GNF 1 203,8 milliards à fin décembre 2015. Toutefois, en glissement annuel, ils ont connu une régression de 2,1%.

Enfin, les dépôts en devises ont connu une hausse de 3,7% et de 29,2% par rapport à fin septembre 2015 et fin décembre 2014. Ils se s'élèvent ainsi à GNF 3 408,2 milliards.

Graphique 13: Evolution des composantes de la masse monétaire



Source : DSBP - BCRG

I-2-4.1 Marché monétaire

Au cours de la période sous revue, les opérations sur le marché monétaire ont principalement concerné les bons du Trésor (BDT) à 364 jours, à 182 jours et à 91 jours. Le taux moyen pondéré des BDT à 91 jours s'est établi à 12,03% à fin décembre 2015 contre 8,38% à fin septembre 2015. Pour les bons à 182 jours, le taux s'est établi à 10,92% à fin décembre 2015 contre 9,57% à fin septembre 2015. S'agissant des BDT à 364 jours, le taux moyen pondéré s'est situé à 10,19% à fin novembre 2015 contre 9,89% à fin septembre 2015. Aucune adjudication de cette échéance n'a lieu en décembre 2015.

Tout comme au trimestre précédent, le taux directeur de la BCRG est resté inchangé au cours du dernier trimestre 2015. De même que celui des réserves obligatoires qui s'est maintenu à 18%.

I-2-5 Marché des Changes

Marché interbancaire de change

Au cours du quatrième trimestre 2015, la Banque Centrale a réalisé 13 opérations sur le marché interbancaire des changes. Au cours de ces opérations, elle a offert un montant de USD 97,7 millions contre USD 59 millions au trimestre précédent, soit un accroissement de 65,8% de l'offre. Les transactions ont été

réalisées au cours moyen pondéré de GNF 7 508,2 et correspondent à une ponction de GNF 730,6 milliards de la liquidité.

Opérations de change auprès des banques primaires

Les opérations de change effectuées auprès des banques primaires ont enregistré une hausse au cours du dernier trimestre 2015. Par contre en glissement annuel, elles affichent une tendance baissière.

Offre : l'offre de devises des banques primaires est évaluée à GNF 2 498,1 milliards au quatrième trimestre 2015, en hausse de 2,4% par rapport au trimestre précédent. Par contre en glissement annuel, elle a reculé de 22,5%. Ces opérations ont essentiellement porté sur le dollar et l'euro, qui ont représenté 92% et 8%, respectivement, des transactions. Ainsi, les banques primaires ont offert des dollars à hauteur de USD 294,9 millions, soit l'équivalent de GNF 2 297,2 milliards au taux moyen pondéré de GNF 7 790,9. Pour l'euro, les transactions effectuées sont évaluées à EUR 28,8 millions. Cette offre équivaut à GNF 200,9 milliards aux taux moyen pondéré de GNF 8 852,2.

Demande : la demande de devises des banques a été de GNF 2 274,5 milliards. Elle est en hausse de 3,8% par rapport au troisième 2015 et en baisse de 14,7% en glissement annuel. La demande a essentiellement porté sur le dollar et l'euro, avec des parts respectives de 91,5% et de 8,5%.

La demande en dollar a augmenté de 2,1% pour s'établir à USD 270 millions. Toutefois, en glissement annuel, elle a baissé de 19,8%. La demande en dollar correspond à GNF 194,3 milliards au taux moyen pondéré de GNF 7 702,9. Concernant l'euro, la demande des banques s'est élevée à EUR 22,7 millions, soit

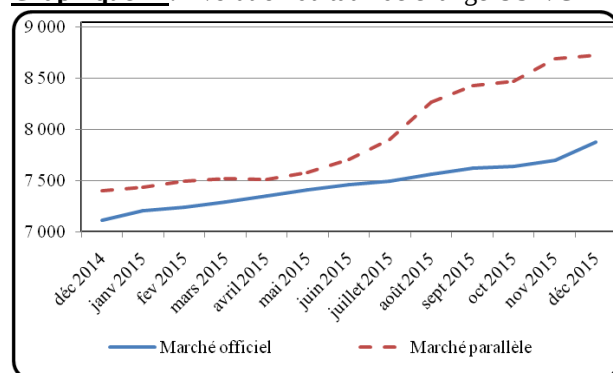
GNF 194,4 milliards au taux moyen pondéré de GNF 8564,5.

Evolution du taux de change

Au quatrième trimestre 2015, le marché des changes est caractérisé par la dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises.

Par rapport au dollar, le franc guinéen a connu une dépréciation de 2,1% par rapport à fin septembre 2015, pour se situer à GNF 7 875 à fin décembre 2015. En glissement annuel, la dépréciation est de 8,2%.

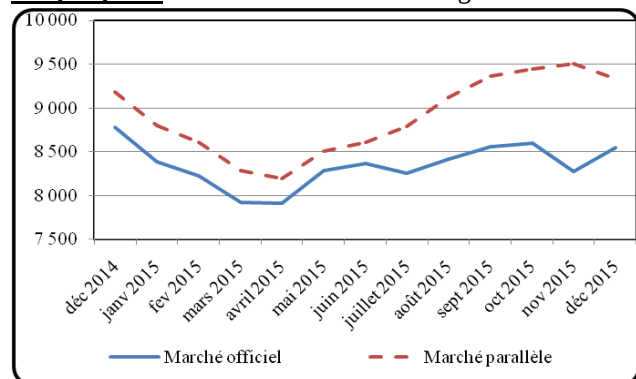
Graphique14 : Evolution du taux de change USD/GNF



Source : Direction des Changes- BCRG

Concernant l'euro, le cours de change s'est fixé à GNF 8 724 à fin décembre 2015 contre GNF 8 463,3 à fin septembre 2015 et GNF 7 420 à fin décembre 2014, soit des dépréciations respectives de 3% et de 15%.

Graphique15: Evolution du taux de change EUR/GNF



Source : Direction des Changes- BCRG

Sur le marché parallèle, le franc guinéen s'est déprécié de 2,5% par rapport au dollar entre

septembre et décembre 2015 en s'établissant à GNF 8724,03 pour un euro. Par contre pour l'euro, le franc guinéen s'est légèrement apprécié de 1,02% entre fin septembre et fin décembre 2015 en s'échangeant à GNF 9330,17.

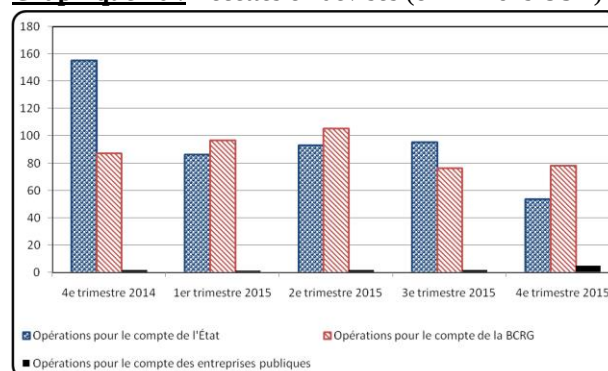
I-2-6 Budget en devises

Le solde du budget en devise s'est considérablement amélioré entre octobre et décembre 2015. Il est passé d'un déficit de USD 35,1 millions au troisième trimestre 2015 à un excédent de USD 30,1 millions au quatrième 2015. Cette embellie résulte principalement de la contraction des dépenses en devise.

Recettes

Les recettes en devise se sont chiffrées à USD 136,8 millions, en recule de 21,1 % et de 44 % par rapport au troisième trimestre 2015 et au quatrième 2014, respectivement. L'accroissement des recettes issues des opérations pour le compte de la Banque Centrale et des entreprises publiques n'ont pas suffi pour compenser la baisse des recettes en devise mobilisées pour le compte de l'Etat.

Graphique 16 : Recettes en devises (en millions USD)



Source : BCRG/Direction des Changes

En effet, les recettes en devise mobilisées pour l'Etat ont baissé de 21,1 % par rapport au troisième trimestre 2015, pour s'établir à USD 53,9 millions au quatrième trimestre 2015.

Cette baisse est principalement due aux recettes minières, évaluées à USD 41 millions, en baisse de 52,1 % par rapport au troisième trimestre 2015. Cette situation est due à la conjoncture internationale marquée par la baisse des cours des matières premières (l'or, la bauxite, etc.).

Pour le compte de la Banque Centrale, les recettes encaissées se sont accrues de 2,4 %, en passant de USD 76,2 millions au troisième trimestre 2015 à USD 78 millions au quatrième trimestre 2015. Elles sont principalement tirées par les dépôts des banques auprès de la BCRG, qui se sont élevés à USD 77,7 millions contre USD 76,1 millions au trimestre précédent. Concernant les recettes en devises générées par les entreprises publiques, elles se sont élevées à USD 4,9 millions contre USD 1,8 millions au troisième trimestre 2015.

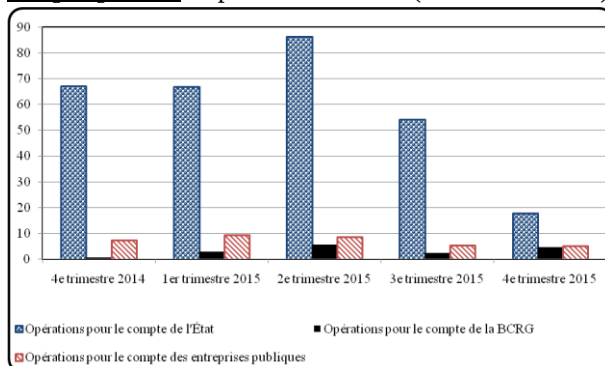
Dépenses

Les dépenses en devise se sont considérablement contractées, soit 48,8 %, pour s'établir à USD 106,7 millions. Cette contraction est principalement due aux opérations effectuées pour le compte de l'Etat et des banques primaires.

liée à celle des autres dépenses qui sont ressorties à USD 12,8 millions contre USD 45 millions au trimestre précédent, soit un recul de 71,4%. Concernant les dépenses effectuées pour le compte des banques primaires, elles ont connu une contraction de 46 % pour se fixer à USD 79,3 millions.

Par contre, les dépenses exécutées au compte de la Banque Centrale se sont établies à USD 4,6 millions contre USD 2,3 millions au trimestre précédent. Elles sont principalement constituées des frais d'impression de billet, évalués à USD 3,7 millions.

Graphique 17 : Dépenses en devises (en millions USD)



Source: BCRG /Direction des Changes

Pour le compte de l'Etat, les dépenses effectuées ont enregistré une baisse de 67,2 %, par rapport au troisième trimestre 2015, pour se fixer à USD 17,7 millions. Cette baisse est

Partie II : Résultats de l'enquête d'opinions

II-1 Production

Le quatrième trimestre 2015 est marqué par une reprise de la production avec près de 43% des entreprises ayant connu une hausse de leur niveau de production. Toutefois 28% des entreprises enquêtées ont déclaré avoir connu une baisse de leur production, due essentiellement à une baisse de la demande. Pour celles ayant connu une hausse de leur production, cela s'expliquerait par la maîtrise des coûts de production et une amélioration de la demande de leurs produits. Par rapport au trimestre précédent, la proportion des entreprises ayant connu une hausse de production a progressé de 18 points de pourcentage.

II-2 Evolution du Chiffre d'Affaires

Tout comme au trimestre précédent, le chiffre d'affaires est resté stable chez près de la moitié (48%) des entreprises sondées au cours du dernier trimestre 2015. Cependant, 34% des entreprises ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires durant le même trimestre. Cette situation de baisse du chiffre d'affaires des entreprises s'expliquerait selon elles, par la baisse de la demande de leurs produits et par la morosité de l'environnement économique.

La hausse du chiffre d'affaires a été plus marquée au niveau des entreprises de production (31%) et celles de services (20%).

En termes de perspectives, les chefs d'entreprise sont moins optimistes qu'au trimestre précédent, car seulement 21% des entreprises s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires au premier trimestre 2016 contre 28% au troisième trimestre 2015.

II-3 Produit net bancaire et produit d'exploitation

La quasi-totalité des banques ayant répondu au questionnaire au dernier trimestre 2015 (11 banques sur 12), ont enregistré une hausse de leur produit d'exploitation. Cet accroissement du produit d'exploitation proviendrait de l'augmentation du volume de crédits octroyés et d'un regain de confiance de la part de la clientèle. Concernant les crédits, les montants de court terme se sont accrus chez 8 banques tandis que les crédits à long terme ne se sont accrus qu'au niveau de 4 banques. En outre, le quatrième trimestre a connu, un accroissement du nombre de clients et de dépôts au niveau de 8 banques.

Quant au produit net bancaire, il a augmenté au niveau de toutes les 12 banques ayant répondu au questionnaire, au quatrième trimestre 2015. En perspectives du premier trimestre 2016, seulement 7 banques s'attendent à une hausse de leur produit net bancaire contre 5 qui projettent une stabilité de celui-ci.

II-4 Prix et emplois

Au quatrième trimestre 2015, les prix sont restés globalement stables. En effet, 81% des entreprises interrogées au cours de ce trimestre, ont déclaré que le niveau des prix est resté stable. Toutefois, 10% d'entre elles ont estimé que les prix ont augmenté.

S'agissant de l'emploi, la stabilité des effectifs s'est maintenue au quatrième trimestre 2015 avec 77% des entreprises n'ayant pas changé leurs effectifs contre 13% des entreprises ayant recruté de nouveaux employés.

En perspectives du premier trimestre 2016, 69% des entreprises prévoient une stabilité de leurs effectifs, tandis que près de 25% des

entreprises envisagent de recruter de nouveaux employés.

Les banques (9 banques sur 12) et les entreprises de services (8 sur 40) enregistrent la plus forte proportion d'entreprises souhaitant recruter de nouveaux employés au prochain trimestre.

Concernant la rémunération des employés, 83% des entreprises ont affirmé avoir maintenu stables les salaires de leurs employés au cours de ce trimestre, tandis que près de 16% d'entre elles les ont jugés en hausse. La proportion d'entreprises ayant augmenté la rémunération de leurs employés est plus importante au niveau des banques (4 banques sur 11) et des compagnies d'assurance (2 sur 5 ayant répondu à cette question).

II-5 Importations

Au cours du dernier trimestre 2015, les importations sont restées stables chez 62% des entreprises interrogées contre 58% au trimestre précédent. Toutefois, 19% d'entre elles ont affirmé avoir réduit leurs importations en raison des difficultés d'approvisionnement en produits et des tarifs et redevance portuaires élevés.

II-6 Rapatriements des recettes d'exportations et transferts de fonds

Au cours du trimestre en revue, les rapatriements des recettes d'exportations sont restés stables au niveau de 5 banques et se sont contractés au niveau de 5 autres banques. Contrairement au trimestre précédent où aucune banque n'a connu une hausse de ces recettes, 2 banques ont enregistré une hausse des recettes d'exportation au cours du dernier trimestre 2015.

En ce qui concerne les transferts de fonds des banques vers l'étranger, ils sont jugés stables

par 5 banques tandis qu'ils sont en baisse chez 4 autres et en hausse chez les 2 restantes. Les transferts de l'étranger vers les banques sont restés stables chez 5 banques et n'ont augmenté que chez 3 banques.

II-7 Financement des activités

Durant le quatrième trimestre 2015, 88% des entreprises interrogées n'ont pas sollicité de crédits bancaires en raison de la disponibilité d'autres sources de financement, des conditions bancaires jugées difficiles et de la non nécessité de l'investissement. Cependant, parmi les 13 entreprises ayant sollicité un crédit bancaire, 11 l'ont obtenu. Parmi celles-ci, 6 ont jugé les taux d'intérêt trop élevés.

Hormis le financement bancaire, plusieurs entreprises ont fait recours à l'autofinancement (48 entreprises) et aux crédits fournisseurs (26 entreprises).

Au total, 8 établissements bancaires sur 10 ont affirmé avoir augmenté leurs crédits à court terme contre 2 qui les auraient réduits. Le volume des crédits à long terme, quant à lui, s'est accru au niveau de 4 banques et se sont contractés au niveau de 2 autres banques. Les autres banques ont déclaré stable le volume de leurs crédits à long terme.

Par ailleurs, plus de la moitié des entreprises interrogées, soit 51,4%, ont déclaré avoir effectué des investissements durant ce trimestre. La quasi-totalité des entreprises bancaires (10 sur les 11 ayant répondu à cette question) et plus de la moitié des entreprises de production et de celles des BTP auraient investi au quatrième trimestre 2015. Aussi, plusieurs entreprises de services (17 entreprises sur 37) auraient procédé à des investissements au cours de ce trimestre. Les investissements effectués sont, pour la plupart, nouveaux et ont servi notamment à l'achat d'équipements

informatiques, des machines et outils, des mobiliers et matériels roulants.

Les raisons évoquées par les entreprises n'ayant pas effectué d'investissements sont les difficultés de financement, le manque d'opportunité d'investissement et la non nécessité de l'investissement.

En termes de perspectives pour le premier trimestre 2016, 60% des entreprises interrogées envisagent d'accroître leurs investissements, tandis que 6,7% d'entre elles envisagent leur baisse. Les proportions d'entreprises qui projettent d'augmenter leurs investissements sont plus élevées au niveau des banques (6 banques sur les 11) et des compagnies d'assurance (3 compagnies sur 5).

II-9 Stocks

A l'instar des trimestres précédents, 97% des entreprises commerciales visitées ont affirmé avoir tenu une gestion de stocks au cours du dernier trimestre 2015. Ce niveau élevé d'entreprises ayant effectué une gestion de stocks au cours de ce trimestre, s'expliquerait par l'augmentation des ventes et le manque d'importation. En outre, il s'expliquerait par les mesures de prévisions des ruptures et/ou les bonnes perspectives de ventes dans les prochains mois.

Partie III : Chronologie

1-Inauguration du nouveau quai de Conakry Terminal

Le 17 novembre 2016, le Président de la République a présidé la cérémonie d'inauguration d'un nouveau quai au Port Autonome de Conakry. Ce quai a été réalisé par China harbour Engineering Company et financé par le groupe Bolloré à hauteur de 47 millions d'euros. Ce nouveau quai de 340 m de long et de 13m de profondeur, s'ajoute aux 260 m existants du premier quai pour constituer 600m de longueur pouvant accueillir simultanément plusieurs navires.

2- Relance Post – Ebola : la France octroie 174 millions d'Euros à la Guinée

La Secrétaire d'Etat chargée du développement et à la Francophonie, Annick Girardin lors de sa visite en octobre 2015 à Conakry, a annoncé que : « à la demande de la Guinée, la France va consacrer 174 millions d'euros au renforcement des systèmes de santé, au soutien à l'éducation et la formation, à l'accès à l'eau et à l'électricité, et à la relance économique. »

Cette enveloppe financière s'inscrit dans le cadre des efforts de la relance et du renforcement de la résilience socioéconomique post Ebola.

3- Plus de 40 milliards de GNF pour l'implantation d'une usine d'agro-industrie

Fruit de la coopération guinéo-malienne, ce projet d'une importance capitale a pour objectif de créer une société d'agro-industrie de Droit guinéen dénommée TOGUNA-Guinée d'une capacité de production d'engrais de 300 000 tonnes par an. Les travaux de construction de cette nouvelle unité industrielle devraient commencer en octobre 2015.

L'objectif visé par le gouvernement guinéen et la société Toguna Agro-industrie est la création de la valeur ajoutée à travers, d'une part, la création de nouveaux emplois et d'une part l'approvisionnement en engrais sécurisé et à moindre coût du monde agricole

. Le coût d'investissement pour l'implantation de la société est de 42 milliards de GNF. Le premier sac d'engrais sortira au premier trimestre 2016.

4- Elections présidentielles 2015

Le dimanche 11 octobre 2015, les Guinéens étaient aux urnes pour élire leur nouveau président. Ils devaient départager huit candidats en lice dont l'actuel chef de l'Etat, le Professeur Alpha Condé. Selon la plupart des médias, les opérations de vote se sont déroulées dans une ambiance plutôt apaisée, en dépit des violences qui avaient eu lieu vers la fin de la campagne électorale, et malgré des dysfonctionnements dans certains bureaux de vote. A l'issue du scrutin, le Président sortant, Professeur Alpha Condé est réélu dès le premier tour avec près de 58% des voix.

5- Après le cap des 800 morts, le FMI annonce 41 millions de dollars Us en faveur de la Guinée

Dans le cadre de la lutte contre Ebola, la Directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Christine Lagarde a annoncé une aide d'urgence de 41 millions de dollars US à la Guinée, avec effet immédiat.

Cette annonce a été faite en octobre 2015, à l'issue de sa rencontre avec le président guinéen, au siège du FMI à Washington.

ANNEXES

Tableau 1 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15
AVOIRS EXTERIEURS NETS	<u>2 362,88</u>	<u>1 747,13</u>	<u>1 913,29</u>	<u>1 441,40</u>	<u>1 647,70</u>	<u>1 792,63</u>
Banque Centrale(1)	1 631,90	1 379,60	1 419,39	1 362,34	1 250,69	1 290,31
(en millions de dollars)	217,29	179,92	184,04	177,33	161,06	161,21
Or	705,61	705,61	726,29	726,29	726,29	719,39
FMI	-2 235,45	-2 350,46	-2 365,68	-2 239,71	-2 296,00	-2 365,76
Avoirs en DTS	2 152,66	1 596,10	1 605,67	1 526,82	1 561,96	1 614,80
Avoirs en devises (net)	1 009,08	1 428,35	1 453,13	1 348,94	1 258,45	1 321,88
Banque de Dépôts	730,98	367,54	493,90	79,06	397,01	502,32
AVOIRS INTERIEURS NETS	<u>14 591,44</u>	<u>15 107,09</u>	<u>15 385,98</u>	<u>15 905,59</u>	<u>15 484,48</u>	<u>15 851,72</u>
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	7 183,10	7 394,44	7 437,28	7 702,66	7 549,25	7 448,59
Crédit intérieur net	15 952,75	16 625,92	16 815,04	17 361,58	17 331,20	17 435,50
Créances sur le Secteur Public	9 230,87	9 532,83	9 617,20	9 896,26	9 824,44	9 852,13
Créances nettes sur l'Etat	9 130,68	9 434,84	9 535,74	9 836,51	9 779,79	9 810,63
PNT 1 + BDT hors intérêts	8 289,65	8 320,66	8 354,60	8 478,66	8 402,81	8 395,97
BCRG	7 047,34	7 145,52	7 223,88	7 451,94	7 281,26	7 353,26
PNT 1 avec les ressources exceptionnelles	7 970,95	7 995,60	7 991,84	8 109,41	7 951,10	7 984,88
Autres	-923,61	-850,08	-767,95	-657,48	-669,84	-631,62
Banques	2 083,33	2 289,33	2 311,86	2 384,57	2 498,53	2 457,37
dont BDT hors intérêts	318,69	325,06	362,76	369,25	451,71	411,09
Créances sur les Entreprises Publiques	100,20	97,98	81,46	59,75	44,65	41,50
Créances sur le Secteur Privé	6 721,88	7 093,09	7 197,84	7 465,32	7 506,75	7 583,37
Créances compromises	363,62	363,86	363,44	357,27	369,46	375,50
dont provisions	281,43	284,20	286,99	291,99	319,07	320,07
Créances saines	6 358,26	6 729,23	6 834,40	7 108,05	7 137,30	7 207,87
dont créances à MLT	2 617,00	2 730,17	2 717,84	2 659,73	2 728,82	2 729,82
Autres Postes nets	-1 361,31	-1 518,83	-1 429,06	-1 455,99	-1 846,71	-1 583,78
MASSE MONETAIRE	<u>16 954,32</u>	<u>16 854,23</u>	<u>17 299,27</u>	<u>17 346,99</u>	<u>17 132,18</u>	<u>17 644,34</u>
Base Monétaire	8 815,00	8 774,04	8 856,67	9 065,00	8 799,94	8 738,90
Monnaie en circulation	4 980,75	5 027,60	5 224,11	5 216,62	5 034,47	5 178,03
Dépôts à vue gnf	7 197,06	7 487,77	7 625,52	7 695,29	7 672,83	7 854,35
Dépôts à terme gnf	1 308,47	1 177,60	1 164,03	1 191,20	1 230,07	1 203,75
Dépôts en devises	3 468,03	3 161,26	3 285,61	3 243,88	3 194,82	3 408,21
(en millions de dollars)	461,78	412,27	426,02	422,24	411,43	425,83

Source : BCRG / Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

Tableau 2 : Budget en devises (en millions de USD)

	4 ^e trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2015	2 ^e trimestre 2015	3 ^e trimestre 2015	4 ^e trimestre 2015
A - Entrées	244,185	184,51	200,04	173,34	136,77
1. Opérations pour le compte de l'État	155,06	86,39	93,10	95,37	53,88
<i>Recettes minières</i>	44,36	35,8	67,26	85,62	41,02
Privatisation	0	0	0,00	0,00	0,00
Assistance extérieure	0	0	0,00	0,00	0,00
<i>Dont: Aide budgétaire</i>	0	0	0,00	0,00	0,00
<i>Autres recettes</i>	110,7	50,59	25,84	9,75	12,86
2. Opérations pour le compte de la BCRG	87,105	96,67	105,33	76,20	78,04
Produits financiers BCRG	0	0,02	0,03	0,07	0,13
<i>Dépôts des Banques</i>	87,08	96,62	105,29	76,13	77,71
<i>Autres recettes</i>	0,025	0,03	0,01	0,00	0,20
3. Opérations pour le compte des entreprises publiques	2,02	1,45	1,61	1,77	4,85
B - Sorties	154,8	194,79	261,99	208,46	106,71
1. Opérations pour le compte de l'État	67,25	66,96	86,21	54,10	17,74
<i>Dette extérieure en devises</i>	18,64	9,44	16,16	9,10	4,86
Principal	17,35	4,75	14,62	4,33	3,18
Intérêt	1,29	4,69	1,54	4,77	1,68
Apurement des arriérés	0	0	0,00	0,00	0,00
Dette en instance de paiement	0	0	0,00	0,00	0,00
<i>Dette intérieure en devises</i>	0	4,28	0,00	0,00	0,00
<i>Autres dépenses courantes</i>	48,61	52,99	70,05	45,00	12,88
Ambassades	6,87	10,44	7,09	1,79	1,81
Autres dépenses	41,74	42,55	62,96	43,21	11,07
<i>Subventions et transferts</i>	0	0,25	0,00	0,00	0,00
<i>Dont: Pèlerinage</i>	0	0,25	0,00	0,00	0,00
Dépenses en capital	0	0	0,00	0,00	0,00
2. Opérations pour le compte de la BCRG	0,62	2,9	5,56	2,32	4,61
<i>Frais impression billets</i>	0	1,22	3,15	1,52	3,69
Autres charges BCRG	0,62	1,68	2,41	0,80	0,92
3. Opérations pour le compte des banques	79,63	115,67	161,66	146,74	79,26
Dont: Transferts au profit des banques	79,63	115,67	161,66	146,74	79,26
4. Opérations pour le compte des entreprises publiques	7,3	9,26	8,56	5,30	5,10
<i>Dont: Opérations pour EDG</i>	0	0	0,00	0,00	0,00
5. Opérations pour le compte du secteur privé non bancaire	0	0	0,00	0,00	0,00
C - Solde (Entrées - Sorties) = (A - B)	89,385	-10,28	-61,95	-35,12	30,06

Source : BCRG/ Direction des Changes

Tableau 3 : Structure des taux d'intérêt *

	déc- 14	janv- 15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin- 15	juil-15	août- 15	sept- 15	oct-15	nov-15	déc-15
1- Taux Directeur	13%	13%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%	11%
2- Taux créditeurs minimum	libre	libre	libre	libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre
3-Taux des Bons du Trésor à 91 jours			5,97%	6,65%					7,00%	8,38%	8,450%		12,025%
4- Taux des Bons du Trésor à 182 jours		5,55%	7,28%			7,78%	8,87%	9,45%		9,57%	9,450%	10,18%	10,92%
5- Taux des Bons du Trésor à 364 jours			7,12%	7,45%	8,40%	8,84%	9,46%		9,60%	9,88%	9,875%	10,187%	
6-Taux débiteur maximum	libre	libre	libre	libre	libre	libre	Libre	libre	libre	Libre	libre	libre	Libre
7-Taux de dépôts dans les banques	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre

Source : BCRG / Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

Tableau 4 : Evolution de l’indice des prix à la consommation

		Janv.	fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
2011	Variation mensuelle	1,3%	1 ,6%	2,2%	2,3%	1,1%	1,5%	0,1%	1,5%	1,5%	2,2%	1,5%	0,8%
	Glissement annuel	21,1%	21,5%	21%	21,4%	22,7%	23,5%	22,9%	20,6%	21,0%	22,1%	19,9%	19%
	Taux annuel moyen	16,4%	17,1%	17,6%	18,2%	19,0%	19,8%	20,5%	20,8%	21,1%	21,5%	21,5%	21,4
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	16,2%	16,6%	16,5%	16,3%	16,7%	17,4%	18,1%	18%	18,8%	19,6%	18,3%	18,8%
	Indice Général	534,1	541,9	547,4	550,6	556,8	562,8	564,8	571,7	579,5	587,7	595	597,8
2012	Variation mensuelle	0,8%	1,5%	1,0%	0,6%	1,1%	1,1%	0,4%	1,2%	1,4%	1,4%	1,2%	0,5%
	Glissement annuel	18,5%	18,4%	17,1%	16%	15,4%	15%	14,8%	14,5%	14,4%	13,5%	13,2%	12,8%
	Taux annuel moyen	21,1%	20,8%	20,5%	20%	19,4%	18,7%	18%	17,5%	17%	16,3%	15,7%	15,2%
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	18,4%	18,2%	17,9%	13,5%	12,5%	13,2%	11,8%	11,1%	10,1%	9,7%	10,1%	10,2%
	Indice Général	603,9	611,6	618,4	622,3	625,0	630,1	633,8	638,6	645,4	656,2	660,8	665,6
2013	Variation mensuelle	1,0%	1,3%	1,1%	0,6%	0,4%	0,8%	0,6%	0,8%	1,1%	0,8%	0,7%	0,7%
	Glissement annuel	13,1%	12,9%	13%	13%	12,3%	12%	12,2%	11,7%	11,4%	10,3%	10,5%	10,2%
	Taux annuel moyen	14,8%	14,3%	14%	13,8%	13,5%	13,3%	13,1%	12,8%	12,6%	12,3%	12,1%	11,9%
	Inflation sous- jacente en glissement annuel	11,1%	10,7%	11,2%	11,1%	10,1%	8,9%	9,6%	9,10%	9,0%	8,1%	8,1%	7,4%
	Indice Général	665,6	673,8	680,0	685,5	686,6	690,7	695,1	700,0	707,8	712,9	717,2	720,1
2014	Variation mensuelle	0,7%	1,2%	0,9%	0,8%	0,2%	0,6%	0,6%	0,7%	1,1%	0,7%	0,6%	0,4%
	Glissement annuel	10,2%	10,2%	10,0%	10,2%	9,9%	9,6%	9,7%	9,6%	9,7%	9,5%	9,3%	9%
	Taux annuel moyen	11,6%	11,4%	11,2%	10,9%	10,7%	10,6%	10,3%	10,2%	10,0%	9,9%	9,8%	9,7%
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	7,4%	7,3%	6,5%	7,5%	7,4%	7,2%	7,0%	7,3%	7,3%	7,0%	6,9%	6,2%
	Indice Général	724,60	731,30	737,50	7430	744,30	748,80	752,70	752,20	763,90	767,9	770,7	772,9
2015	Variation mensuelle	0,6%	0,90%	0,80%	0,80%	0,20%	0,60%	0,50%	0,60%	0,90%	0,5%	0,4%	0,3%
	Glissement annuel	8,9%	8,50%	8,50%	8,40%	8,40%	8,40%	8,30%	8,20%	7,90%	7,70%	7,50%	7,30%
	Taux annuel moyen	9,6%	9,50%	9,30%	9,20%	9,10%	9%	8,90%	8,70%	9,90%	8,40%	8,30%	8,20%
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	6,2%	6,10%	6%	5,20%	5,30%	5,30%	4,90%	4,80%	4,90%	4,50%	4,30%	4,30%
	Indice Général												

Source : Ministère du Plan / INS

Tableau 5 : Evolution du taux de change officiel et parallèle du franc guinéen

		Marché officiel			Marché parallèle	
		DTS	USD	Euro	USD	Euro
2013	Janvier	10 729,4660	6 989,1406	9 273,7648	7 059,3048	9 272,7205
	Février	10 644,1871	6 960,1971	9 311,8902	6 977,0167	9 384,9583
	Mars	10 421,4480	6 929,5279	8 988,6551	6 967,3809	9 107,4603
	Avril	10 355,2685	6885,0731	8961,0349	6953,5954	9055,7936
	Mai	10 316,7179	6883,9573	8937,9371	6940,2803	9035,7243
	Juin	10 353,8620	6839,7086	9018,1294	6922,5417	9072,8333
	Juillet	10 339,8778	6880,7300	8989,2099	6962,8258	9080,5606
	Août	10 455,6127	6883,2112	9167,6678	6952,4074	9161,8518
	Septembre	10 461,8834	6874,6235	9168,3462	6971,3811	9218,1014
	Octobre	10 618,5757	6 898,4779	9 406,5387	6 990,8333	9 334,8016
	Novembre	10 559,9590	6 898,1565	9 310,8042	7 031,3158	9 465,3508
	décembre	10 724,4689	6 971,7331	9 542,9578	7 094,6827	13 744,8413
2014	Février	10 771,9113	6 997,8098	9 547,8321	7 082,7499	9 572,4166
	Mars	10 845,4349	7 009,4103	9 686,0743	7 102,9461	9 717,9352
	Avril	10 849,0960	7 008,7015	9 679,0379	7 110,8409	9 828,5232
	Mai	10 836,9865	7 000,9199	9 628,7368	7 096,6078	9 836,3389
	Juin	10 773,1077	6 991,3704	9 501,4530	7 062,1429	9 860,9524
	Juillet	10 747,0265	6 967,0564	9 448,5106	7 088,8990	9 767,2550
	Août	10 652,9292	6 977,5199	9 295,8404	7 205,5095	9 638,7075
	Septembre	10 525,3769	7 009,1598	9 063,7858	7 311,8150	9 614,8818
	Octobre	10 458,8320	7 034,9261	8 918,8819	7 277,6549	9 280,5919
	Novembre	10370,09108	7067,114335	8815,48753	7411,4975	9312,747
	décembre	10371,4731	7117,4135	8783,7449	7405,5272	9182,8759
2015	Janvier	10 254,5555	7 208,1728	8 389,8578	7 436,8713	8 798,1215
	Février	10 230,2553	7 241,9821	8 218,6847	7 498,1635	8 604,1635
	Mars	10 106,9074	7 290,3322	7 916,8872	7 525,0044	8 285,5882
	Avril	10 162,7452	7 352,2465	7 913,7410	7 512,5757	8 198,0222
	Mai	10 419,7614	7 414,7380	8 283,7075	7 578,9447	8 508,7698
	Juin	10 480,4718	7 464,6786	8 362,7584	7 710,4509	8 606,2850
	Juillet	10473,3232	7498,1293	8254,3362	7903,4890	8790,1562
	Août	10606,8647	7565,6539	8418,5221	8270,4729	9119,2824
	Septembre	10723,1455	7625,4765	8559,5222	8433,8857	9360,3141
	Octobre	10 762,0478	7 641,5296	8 598,2671	8 472,9150	9 448,3308
	Novembre	10 638,9616	7 696,8915	8 275,9200	8 689,0844	9 501,1171
	décembre	10 904,3187	7 874,8937	8 550,9023	8 724,0333	9 330,1737

Source : BCRG/ Direction des Changes

Tableau 6: Evolution du Tableau des opérations Financières de l'Etat (en milliards)

	Prév. sept. à déc. 2015	Réal. sept. à déc. 2015	Ecart (cumul)
RECETTES ET DONNS	1151,75	2168,93	1017,18
Recettes courantes	1637,04	1901,54	264,5
Secteur minier	517,78	324,57	-193,21
Secteur non minier	1119,26	1576,97	457,71
Contributions directes	102	242,66	140,66
Biens et Services	727,54	1035,33	307,79
Commerce International	257,31	427,92	170,61
Recettes non fiscales	32,42	-128,95	-161,37
Dons et emprunts	-572,84	112,02	684,86
Dons affectés	-264,91	112,02	376,93
Dons non affectés	-307,93	0	307,93
Allègement cdp PPTE	0	0	0
Subventions Fonds Fiduciaire PPTE	0	0	0
DEPENSES TOTALES	2907,37	2805,97	-101,4
Dépenses courantes	2935,1	2120,43	-814,67
Traitements et Salaires	646	734,79	88,79
Autres Biens et services	827,22	402,52	-424,7
Subventions et Transferts	1058,29	722,43	-335,86
Intérêts dus	0	0	0
Intérêts dette extérieure	-0,84	-1,15	-0,31
Intérêts dette intérieure	223,91	261,82	37,91
Dépenses en capital	1077,73	572,69	-505,04
Financement externe FINEX	-407,84	391,94	799,78
Financement interne investissement	1480,35	168,42	-1311,93
Financement interne subvention en capital	5,24	12,34	7,1
Prises part, Prêts nets, Autres dép. en cap	-17,64	-79,29	-61,65
Restructuration entreprise	-20,37	0	20,37
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons compris)	-1655,62	-637,04	1018,58
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons exclus)	-1464,4	-749,1	715,3
SOLDE BASE CAISSE	-1245,61	-7748,15	-6502,54
FINANCEMENT	1839,36	-7748,15	-9587,51
Financement extérieur net	-97,4	454,16	551,56
Financement intérieur net	1936,76	141,21	-1795,55
Système bancaire	1783,82	130,96	-1652,86
BCRG	1283,82	-638,91	-1922,73
Banques primaires	500	-6550,14	-7050,14
Système non bancaire	152,94	10,25	-142,69
Pm : SOLDE PRIMAIRE	-2242,04	-59,68	2182,36

Source : Direction Nationale du Budget